



VILLE de RODEZ

## ARRÊTÉ

Modification temporaire des conditions d'occupation du domaine public, de circulation et de stationnement pour des travaux de dépose de câbles TELECOM en souterrain

6 rue Eugène Loup, boulevard du 122<sup>ème</sup> RI, 9 rue Saint Michel, 44 rue de Montcalm, boulevard Paul Ramadier, avenue Victor Hugo, avenue Amans Rodat, avenue Louis Lacombe, place Bonnatterre, 1 boulevard Laromiguière, 16 place d'Armes, et 2 place d'Armes, 30 rue Béteille, boulevard Gambetta, rue Louis Blanc, et 16 place Charles de Gaulle

Durant les nuits du 16 juin 2025 au 20 juin 2025

N° AG 2025-0689

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code général des collectivités territoriales, ensemble les articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire et L. 2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement,

Vu le Code de la route,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d'une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

Vu le Règlement général de la voirie de la Commune de Rodez,

Vu la demande formulée le 04 juin 2025, et adressée à la Ville par l'entreprise SOGETREL

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, notamment son livre I, 1<sup>ère</sup> et 8<sup>ème</sup> parties et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques sur le territoire communal au moyen de mesures de police administrative, et qu'il y a lieu, pour ce faire, de modifier temporairement les dispositions réglementaires applicables à la voirie communale et prescrites par le Règlement de la Voirie,

### Arrête

**Article 1** – Durant les nuits du 16 juin 2025, 23h00, au 20 juin 2025, 6h00, 6 rue Eugène Loup, boulevard du 122<sup>ème</sup> RI, 9 rue Saint Michel, 44 rue de Montcalm, boulevard Paul Ramadier, avenue Victor Hugo, avenue Amans Rodat, avenue Louis Lacombe, place Bonnatterre, 1 boulevard Laromiguière, 16 place d'Armes, et 2 place d'Armes, 30 rue Béteille, boulevard Gambetta, rue Louis Blanc, et 16 place Charles de Gaulle l'entreprise SOGETREL est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux de dépose de câbles TELECOM en souterrain. Le chantier sera mobile et se fera par tronçon de 300 m en 300m.

**Article 2** – Durant les nuits du 16 juin 2025, 23h00, au 20 juin 2025, 6h00, 6 rue Eugène Loup, boulevard du 122<sup>ème</sup> RI, 9 rue Saint Michel, 44 rue de Montcalm, boulevard Paul Ramadier, avenue Victor Hugo, avenue Amans Rodat, avenue Louis Lacombe, place Bonnatterre, 1 boulevard Laromiguière, 16 place d'Armes, et 2 place d'Armes, 30 rue Béteille, boulevard Gambetta, rue Louis Blanc, et 16 place Charles de Gaulle, la circulation des véhicules se fera par feux tricolores ou alternat manuel en fonction de l'avancée des travaux, afin de permettre des travaux de dépose de câbles TELECOM en souterrain.

**Article 3** - Il conviendra d'afficher une copie de l'arrêté sur les lieux des travaux et d'en disposer une copie visible depuis l'extérieur sur chacun des véhicules nécessaires à l'intervention.  
La circulation des véhicules se fera sur chaussée rétrécie selon les besoins du chantier. Le stationnement sera interdit au droit du chantier.

L'entreprise SOGETREL responsable de cette intervention, est chargée de la mise en place de la signalisation temporaire conformément aux dispositions prévues par le Règlement de la Voirie Communale et conformément aux manuels du chef de chantier (éditions 2000 à 2003 du SETRA).

En cas de non-respect de celui-ci, l'autorisation pourra être retirée à tout moment.

L'entreprise SOGETREL devra s'assurer du respect de la libre circulation des piétons ainsi que des véhicules de secours et incendie.

L'accès aux propriétés riveraines sera en tout état de cause maintenu.

**Article 4** - Par ailleurs, l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, des végétaux compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

En cas d'anomalie, la Ville de Rodez se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

**Article 5** - La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

Accusé de réception en préfecture

012-211202023-20250612-ARAG20250689b-AR

Reçu le 13/06/2025

**Article 6** - Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.  
Ampliation du présent arrêté sera transmise à Madame la Préfète de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Rodez, le 12 juin 2025

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté  
Transmis en Préfecture le 12 juin 2025  
Publié le 12 juin 2025

Le Maire,  
Pour le Maire,  
L'Adjointe Déléguée,  
Signé : Monique BULTÉL-HÉRMET  
Acte dématérialisé